

THÉÂTRE, GENÈVE

LES FEMMES FONT PENCHER LA BALANCE

Le plateau vacille comme un cheval à bascule. L'économie est en crise. Et ce sont les femmes qui feront pencher la balance. Les prix ont atteint de tels sommets qu'il ne leur reste plus qu'à faire leurs courses sans payer. Une idée semée par Dario Fo il y a quarante ans dans *On ne paie pas, on ne paie pas!* Avec une pétillante Brigitte Rosset entourée de quatre autres interprètes romands, le comédien et metteur en scène Joan Mompart dynamise à la Comédie une pièce déjà terriblement frondeuse. Un vrai succès à sa création dans les murs de l'institution genevoise (lire notre critique du 14 mars 2013), repris à juste titre aujourd'hui pour ouvrir avec entrain sa nouvelle saison. En prime, samedi 11 octobre, Charles Méla donnera une conférence sur le thème «Et voilà comment l'esprit vient aux ouvrières!»

CDT/CAROLE PARODI

Du 7 au 11 octobre, Comédie de Genève, 6 bd des Philosophes, rés: ☎ 022 320 50 01



ON NOUS ÉCRIT

Construisons 490 logements aux Semailles !

GENÈVE • Dans une lettre ouverte, deux députés socialistes et un membre du PS genevois réagissent à la remise en cause par le Grand Conseil, le 19 septembre dernier, d'un plan localisé de quartier (PLQ) pourtant adopté en 2013 par le Conseil d'Etat pour le quartier des Semailles[1], à Lancy. Une partie du PS et des Verts ont participé à ce qui est un désaveu de la position des commissaires telle qu'arrêtée en commission de l'aménagement, parfois pour des raisons personnelles, selon ce qui nous a été rapporté. Reste que la motion votée n'a pas force contraignante pour le Conseil d'Etat et ce dernier a laissé entendre qu'il ne serait pas opportun de revenir sur ce dossier. CO

Le Grand Conseil genevois vient de suivre le rapport de minorité de M[me] Christina Meissner proposant d'accepter une motion visant à suspendre la procédure d'adoption de quatre plans localisés de quartier (PLQ) dans le secteur des Semailles à Lancy et à soumettre un nouveau PLQ en procédure d'adoption sur la base d'un avant-projet de l'association Les Passereaux. Or ces quatre PLQ ont été adoptés par le Conseil d'Etat le 13 novembre 2013. Qu'à cela ne tienne, le texte de la motion a légèrement été adapté et de nouveaux PLQ devront quand même être élaborés et adoptés!

Les Verts, après s'être abstenus ou avoir voté contre cette motion en commission de l'aménagement du Grand Conseil, ont rejoint les rangs UDC et MCG pour accepter cette motion, tout comme les socialistes qui n'ont ainsi pas suivi le vote de leurs représentants en commission.

Les socialistes que nous sommes, non seulement regrettons ce vote d'une partie du groupe socialiste au Grand Conseil, mais nous estimons qu'il est contraire à la politique du logement que nous avons toujours défendue. Nous rappelons que la zone de développement permet la construction de logements répondant aux besoins prépondé-rants de la population au nom de l'intérêt général que le Grand Conseil doit défendre sans faillir.

Les quatre plans localisés de quartier correspondent à l'image directrice du plan directeur de quartier (PDQ) Les Semailles adopté par le Conseil municipal de Lancy en mars 2012 et par le Conseil d'Etat en mars 2013, et qui dégage des espaces publics de qualité. Remettre en cause tout ou partie de ces PLQ revient à repartir de zéro, sans aucune garantie de ne pas voir surgir d'autres opposants, donc d'autres recours.

Oui, les socialistes que nous sommes, engagés pour le droit au logement de tous et toutes, demandons aujourd'hui au Conseil d'Etat, et plus particulièrement à M. Antonio Hodgers, conseiller d'Etat en charge du DALE (Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie), de concrétiser ces plans localisés de quartier qui permettront la construction de 490 logements. Elaborer un ou des nouveaux plans ouvre la voie à de nouvelles oppositions, retarde la construction de logements que la population attend, privilégie les intérêts particuliers plus que l'intérêt général et dénature ce qui fait la richesse de la zone de développement qui permet d'offrir des logements, tout en garantissant la mixité sociale.

Alors nous disons résolument oui aux 490 logements qui permettront de loger les plus défavorisés, tout comme la classe moyenne, et aux 3800 m^2 de surfaces de plancher pour des activités. Nous condamnons cette manœuvre qui retarde la construction, alors que la Fondation pour le logement social et l'habitat coopératif (FPLC) a la maîtrise des parcelles qui lui permet de construire maintenant. Les socialistes ont toujours soutenu le travail des fondations immobilières de droit public et celui de la FPLC; nous dénonçons l'irresponsabilité de celles et ceux de nos rangs notamment qui retardent de par leur vote la construction de logements.

Ils doivent au contraire travailler pour défendre les projets et amener les propriétaires de par-celles voisines ou concernées à adhérer au projet, mais en leur rappelant que plusieurs mois et années se sont écoulés pour élaborer ces PLQ aujourd'hui adoptés.

Ces mêmes élu-e-s portent la lourde responsabilité de fragiliser la zone de développement mise en place par les député-e-s de toutes tendances en 1957 pour privilégier le bien commun et anticiper le développement du territoire, et répondre ainsi aux besoins de tous et toutes de se loger.

Concrétiser le droit au logement c'est respecter pour le moins le plan directeur cantonal et garantir l'intérêt général!

NICOLE VALIQUER,
députée socialiste suppléante, présidente de la commission du logement et de l'aménagement du territoire du Parti socialiste genevois,
ALBERTO VELASCO,
député socialiste, président de l'Asloca,
CLAUDE ULDRY,
membre de la commission du logement et de l'aménagement du territoire du Parti socialiste genevois, ancien membre de la FPLC.

[1] Lire *Le Courrier* du 31 mai 2013.

UN MONDE À GAGNER

On a vu souvent rejaillir le feu de l'ancien volcan...



PAR ROMAIN FELLI*

Il y a toujours quelque chose d'assez romantique à voir un couple séparé tenter de se remettre ensemble. Chacun fait un petit effort, tente de dépasser les rancœurs et de retrouver le premier élan qui avait fait se porter l'un vers l'autre.

Le week-end dernier, deux dirigeants nationaux des Verts (Balthasar Glättli, qui avait commencé sa carrière à la gauche du parti) et des Verts libéraux (Martin Bäumle, lui-même un ancien des Verts) se sont fendus d'un faire-part de fiançailles dans la *SonntagsZeitung*. Il s'agirait d'un remariage de raison autant que de passion. Car s'il ne s'agit pas du bien-être des enfants, c'est presque tout comme: cette alliance vise à «conquérir» un siège au Conseil fédéral, le Saint-Graal de la politique helvétique.

Tout ceci est bien sûr justifié au nom de l'«environnement».

Dans cette affaire, le fait que les Verts soient sensés être de gauche et les Verts libéraux de droite est rapidement passé par pertes et profits. On se retrouve ainsi dans les années 1980 quand les écologistes prétendaient être «ni de gauche, ni de droite, mais en avant!».

Dans une démocratie, on n'a pas le choix d'être ni de gauche ni de droite

Sauf que, dans une démocratie, on n'a pas le choix d'être ni de gauche ni de droite. Il existe des projets politiques, des valeurs, des intérêts à défendre ou à combattre et nier l'existence de projets politiques alternatifs est simplement de l'idéologie de bas niveau. Bien sûr, tous les turbo-libéraux prétendent que les «vieilles divisions» n'existent plus, qu'il faut «dépasser les clivages» et trouver des solutions pragmatiques, que la «nature» n'est ni de droite ni de gauche, etc. Ce sont là des vieilles lunes, aussi vieilles d'ailleurs que le discours antidémocratique qu'elles alimentent.

On me rétorquera que l'écologie, la nature ou l'environnement méritent que l'on dépasse les oppositions, que l'on s'unisse et que l'on agisse ensemble. Si seulement les choses étaient aussi simples... Car la «Nature» n'existe pas. En tout cas, elle n'existe pas comme un modèle dont nous aurions le mode d'emploi et que nous pourrions respecter aveuglement. Sur l'environnement, comme sur d'autres sujets politiques, il existe toujours plusieurs visions et plusieurs manières de faire les choses.

Prenez les immenses manifestations du mois dernier pour «sauver le climat». Des millions de gens ont défilé, de l'extrême gauche au secrétaire général des Nations Unies. Quelle magnifique unanimité! Le réchauffement climatique, voilà un ennemi encore plus redoutable que l'Etat islamique, qui exige que l'on serre les rangs. Mais, concrètement, que signifie «sauver le climat»? Quelles mesures doivent être prises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre?

C'est là que les désaccords commencent. Faut-il s'en prendre à la consommation individuelle ou aux entreprises? Faut-il opérer une décroissance ou améliorer l'efficacité de la croissance économique? Faut-il créer des pseudo-marchés de permis de droits de polluer et de crédits carbone ou faut-il imposer des normes et des quotas? Je peux continuer cette liste de questions sur plusieurs pages; le fait est que prétendre défendre l'environnement ou faire de l'écologie ne constitue pas un programme politique. Encore faut-il dire comment l'on veut procéder!

Les écologistes de gauche pensent qu'il faut changer l'organisation de la société, traiter des inégalités, des injustices, de l'exploitation, de la domination. Les Verts de droite pensent qu'il suffit d'internaliser dans le marché la contrainte écologique pour résoudre les problèmes. Et c'est bien pour ça qu'il y a eu scission au sein du mouvement écologiste entre les Verts libéraux et les Verts de gauche. En fait, le rapprochement Bäumle-Glättli n'est pas si romantique. Il représente simplement la énième tentative de l'aile droite des Verts de forcer des alliances avec la droite. Bien sûr, Glättli et compagnie ont le droit de chercher des alliances à droite plutôt qu'avec la gauche. Il faut juste arrêter de prétendre que c'est au nom de l'environnement qu'ils le font.

* Chercheur et militant.